

## Nos belles âmes sont borgnes

Par Alain Griotteray

Les différences de traitement dans l'information étonnent toujours. Des tirs de mortier palestiniens blessent très grièvement un enfant juive, pas de commentaire. L'armée israélienne réplique en bombardant les immeubles d'où viennent ces tirs, effervescence dans les rédactions : « riposte violente », « disproportionnée », « escalade irresponsable ». Que devrait faire le gouvernement d'Ariel Sharon quand son peuple reçoit des obus de mortier ? Envoyer une missive diplomatique exprimant sa vive protestation ? Demander l'arbitrage de l'ONU ? Faire confiance à Yasser Arafat – qui ne contrôle plus rien – pour punir les coupables ? Les Israéliens ont raison de réagir violemment à une attaque violente. Personne ne le fera à leur place. S'ils tendaient l'autre joue, ils se feraient exterminer. Nos belles âmes pousseraient quelques cris d'indignation à peine plus audibles que lorsque

les Albanais égorgent les vieillards serbes refusant de quitter leur terre au Kosovo. Et c'en serait fini d'Israël. Quand le pouvoir algérien fait couler le sang en Kabylie, le traitement médiatique est tout autre. Les héritiers du FLN, comme les autorités palestiniennes sont révolutionnaires, marxistes, anti-occidentaux et corrompus. Ils maintiennent leur peuple dans la pauvreté et le chômage. Autant de « bonnes » raisons de les considérer avec bienveillance. Les militaires algériens ne se posent pas les cas de conscience des Israéliens : en deux jours, quarante tués et des centaines de blessés ; « A en juger la béance de certaines plaies, ils ont utilisé des balles explosives », disent les médecins. Pour dénouer la crise opposant le président Bouteflika aux chefs de l'armée qui l'ont coopté, ces derniers ont créé une diversion en Kabylie en provoquant ceux qui manifestaient sans arme pour la culture berbère. Comme les

autorités palestiniennes, elles ont recherché l'affrontement. Le terrain était propice : les jeunes désœuvrés et sans perspectives se heurtent à l'injustice des représentants de l'Etat – gendarmes, policiers ou fonctionnaires –, qui distribuent prébendes et logements sociaux. Le socialisme algérien est responsable de la pauvreté, de la corruption et des passe-droits. On aimerait l'entendre constater de temps en temps. En France, les émeutes des « jeunes » font l'objet d'une compréhension aussi malsaine que celle des pouvoirs algérien et palestinien. Dans la banlieue de Nice, de jeunes immigrés s'opposent par la force et le feu à la construction d'une caserne

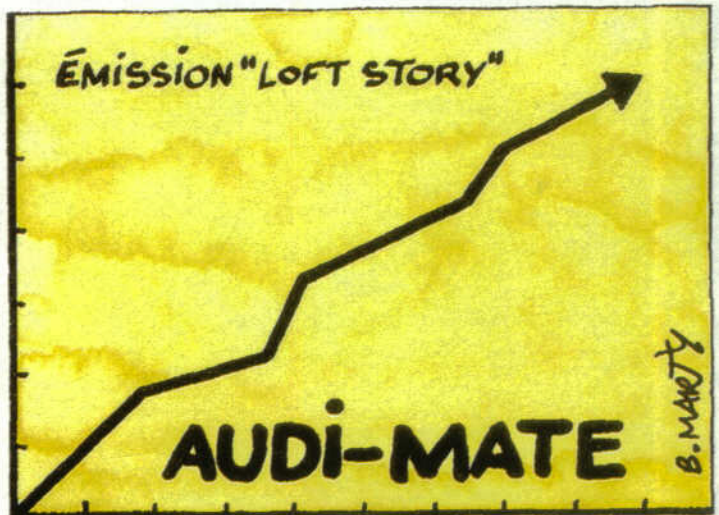
de CRS. Ils refusent la loi et l'ordre républicains du pays qui les a accueillis et leur distribue généreusement une multitude d'allocations sociales. Ils ne cherchent pas à s'intégrer, et veulent juste poursuivre leurs trafics et crimes. Cependant, alors que notre Etat déliquescence est incapable de les sanctionner, c'est tout juste si on ne nous les présente pas comme résistant à un Etat policier ! « C'est toujours la même histoire : un affrontement entre les jeunes et les policiers », conclut une journaliste de TFI, comme si elle renvoyait dos à dos deux bandes rivales. Faut-il donc être soi-même confronté à la violence pour retrouver quelque lucidité ?

## Kissinger, émule de Pinochet ?

Par Alain-Gérard Slama

Avec l'arrivée en Europe des plans sociaux et le retour de flamme écologiste, on pouvait prévoir que l'antiaméricanisme relèverait la tête. Le processus est en cours. Il vient même de monter d'un cran, avec le concours d'un journaliste anglais qui vit à Washington. Christopher Hitchens ne propose rien de moins que de déférer Henry Kissinger, l'homme fort de la politique étrangère américaine sous Nixon et Ford, devant le Tribunal pénal international pour crime contre l'humanité. Contre le Prix Nobel de la paix, Hitchens ne s'embarrasse pas de nuances. Aucune des charges qu'il accumule \*, vue de près, ne résiste à l'examen. On y retrouve intactes les passions et la violence qui se sont déchaînées

contre Nixon au temps du Watergate. En 1968, Dear Henry aurait, selon Hitchens, fait échouer les négociations engagées par Johnson sur le Vietnam pour favoriser l'élection de Nixon. Les républicains avaient alors, il est vrai, demandé aux Vietnamiens du Sud de céder le moins possible aux exigences des communistes, en espérant un renversement du sort des armes, ce qui n'est pas du tout la même chose. Plus gravement, Kissinger, décidé à en finir après les élections de 1972, aurait intensifié le conflit, en l'étendant au Laos et au Cambodge, dans un but de politique intérieure. Or, l'extension du conflit a été entraînée par la concurrence dans la zone entre Pékin et Moscou. Une autre pièce à charge concerne les complaisances de Kissinger à



La semaine de Marty

l'égard de Pinochet. Nul n'ignore que la république impériale s'est sali les mains en participant à l'assassinat du général socialiste Schneider et en fermant les yeux sur les exactions de la junte. Mais il est faux de prétendre que le régime d'Allende était tolérant et qu'il ne courait pas à la catastrophe. A Chypre, Kissinger a soutenu l'allié turc de l'Otan contre la Grèce, ce qui ne prouve en rien qu'il ait aidé à une tentative d'assassinat de Mgr Makarios. En mars 1971, lors des massacres perpétrés par le Pakistan au Bangladesh, la condamnation par les États-Unis de l'ingérence « humanitaire » de l'Inde, accusée de servir les intérêts du Kremlin, choque sur le plan moral. Elle ne rend pas pour autant Washington responsable des horreurs d'une

guerre civile. Plus discutable est la carte blanche donnée par Kissinger à Suharto lors de l'annexion sanglante par l'Indonésie du Timor-Oriental : ce jour-là, le 7 décembre 1975, il accompagnait Gerald Ford à Djakarta. Kissinger ayant des intérêts personnels en Indonésie, ce grief contre lui est, de loin, le plus lourd. Mais si convaincu que l'on soit de la nécessité d'une régulation par le droit des rapports entre les Etats, le renvoi dos à dos de Kissinger et de Pinochet n'est certainement pas le meilleur moyen d'inciter les peuples à faire confiance aux nouveaux Saint-Just qui, en confondant la morale avec le droit, se posent en garants de la sécurité internationale.

\* Les Crimes de monsieur Kissinger, de Christopher Hitchens, préface de Roland Joffrin, éditions Saint-Simon, 208 p., 99 F.